

plurinationales au Canada, en Grande-Bretagne et, de plus en plus, ailleurs dans la C.E.E., de même que la tendance à l'accroissement de la dimension des firmes européennes et leur tendance à la "multinationalité" en réponse à la menace des firmes américaines sur leur marché qui rendra la tâche des firmes canadiennes d'autant plus ardue.

On peut donc résumer cette section sur la croissance économique en disant qu'il y a correspondance générale entre les intérêts de la firme plurinationale et ceux du Canada. Seulement lorsque l'on ramène le débat à des aspects plus spécifiques de la croissance (relations entre les efforts de R et D et les innovations canadiennes, désir du Canada de diversifier ses échanges internationaux) entrevoit-on que la présence d'un très grand nombre de firmes étrangères au Canada puisse poser des difficultés. On ne voit pas pourquoi les négociateurs canadiens s'efforceraient d'obtenir des réductions de tarifs dans certains secteurs en échange de concessions de la part du Canada si on sait très bien que les firmes de ces secteurs n'exporteront pas de toute façon. Il est donc possible que les efforts de négociation se traduisent par une modification marginale et chèrement gagnée de la structure des échanges canadiens. Mais l'effort doit certes être tenté de nouveau surtout lorsqu'on pense à l'avenir.

#### Justice sociale

La discussion des autres objectifs de la politique étrangère du Canada contenus dans le Livre Blanc sera beaucoup plus brève car peu d'aspects concernent l'activité des firmes internationales. Dans le cadre de la justice sociale se pose la question de l'aide au développement. Il y a peu de chances pour que les firmes étrangères s'opposent aux programmes d'aide du Canada; ces chances sont d'autant moins fortes qu'elles obtiendront probablement des contrats dans le cadre de ces programmes d'aide. La seule difficulté pourrait venir des pays récepteurs eux-mêmes qui, pour diverses